

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG125/M/2

8 avril 2004

(04-1615)

Comité des accords commerciaux régionaux
Trente-sixième session

Original: anglais

EXAMEN DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CHILI ET LE MEXIQUE

Note sur la réunion du 29 mars 2004

Président: M. V. Notis (Grèce)

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2276/Rev.1.
2. Au titre du point C.VI de l'ordre du jour de sa trente-sixième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après le Comité) a procédé au deuxième examen des aspects liés aux marchandises et aux services de l'Accord de libre-échange entre le Chili et le Mexique.
3. Le Président a noté qu'il s'agissait du deuxième examen de l'Accord. Le compte rendu intégral du premier examen, qui avait eu lieu en avril 2003, figurait dans le document WT/REG125/M/1. Depuis lors, les Parties avaient communiqué leurs réponses aux questions posées par les délégations, qui avaient été distribuées sous la cote WT/REG125/5.

Aspects liés aux marchandises

4. Le représentant du Taipei chinois a noté que les dispositions de l'Accord relatives aux mesures d'urgence laissaient à chaque Partie la possibilité d'inclure ou non l'autre Partie dans le champ d'application des mesures de sauvegarde globales. Il a demandé s'il y avait déjà eu des cas où les Parties avaient été exemptées d'une mesure de sauvegarde globale.
5. La représentante des États-Unis a noté qu'à la session d'avril du Comité, les Parties avaient dit que l'Accord couvrait 99 pour cent du commerce bilatéral, mais qu'il y avait quelque 60 lignes tarifaires pour lesquelles une élimination n'était pas prévue. Elle a rappelé que les Parties avaient indiqué qu'elles s'étaient engagées à réexaminer ces exemptions pour voir s'il était possible de les libéraliser encore. Elle a demandé si les Parties pouvaient faire le point de la situation à ce sujet.
6. La représentante du Chili a dit qu'elle vérifierait ce point mais qu'à sa connaissance, si le Mexique avait été exclu de l'application de certaines mesures de sauvegarde globales par le Chili, il l'aurait été au titre de l'article 9 de l'Accord de l'OMC sur les mesures de sauvegarde et non dans le cadre de l'Accord de libre-échange. S'agissant de la question posée par les États-Unis, l'intervenante en référerait aux autorités de son pays. Le représentant du Mexique a confirmé que la réponse serait communiquée par écrit.

Aspects liés aux services

7. La représentante de l'Australie a rappelé que, lors du précédent examen de l'Accord, le Chili avait dit qu'il y avait eu deux réunions sur la question de l'accès aux marchés pour les services financiers, mais qu'à l'époque, aucun cadre n'avait été mis en place pour définir comment procéder.

./.

Elle a demandé aux Parties si elles pouvaient faire le point de la situation en ce qui concerne ce processus. La représentante du Chili a confirmé qu'il y avait eu des réunions; toutefois, aucun cadre de négociation n'avait encore été défini.

8. Le Président a noté que le deuxième examen des aspects liés aux marchandises et aux services de l'Accord avait permis au Comité de clarifier plusieurs questions. Néanmoins, certaines restaient en suspens. Le Président a demandé aux délégations de communiquer toutes questions additionnelles par écrit au Secrétariat pour le 16 avril, et aux Parties de communiquer leurs réponses par écrit au plus tard le 28 mai. Il a proposé que l'examen factuel soit considéré comme achevé. Lorsque les réponses auraient été distribuées, toute demande d'informations additionnelles pourrait être traitée par écrit sans que l'on procède à un nouvel examen. Le Secrétariat pourrait alors entreprendre la rédaction du rapport sur cet examen.

9. Le Comité a pris note des observations.
